

Charles Michel s'affaire pour revigorer son gouvernement

Le Premier ministre consulte tous azimuts afin de baliser les chantiers sur lesquels il est le plus attendu.

WIM VAN DE VELDEN

Le Premier ministre Charles Michel a pris contact en toute discrétion avec les présidents de la Banque nationale, du Bureau du plan et du Conseil supérieur des finances pour préparer le terrain et examiner la possibilité d'arriver à un compromis sur la réforme de l'impôt des sociétés, l'introduction d'une taxe sur les plus-values et l'activation de l'épargne.

À l'occasion du Nouvel an, les présidents des partis flamands de la majorité ont réaffirmé leur confiance dans l'équipe Michel, mettant fin aux spéculations sur une chute possible du gouvernement. Le Premier ministre a lui-même déclaré sa volonté de poursuivre les réformes en 2017. «*Tout le monde a montré sa bonne foi, ce qui doit permettre de relancer le gouvernement*», a-t-il déclaré.

Charles Michel ne s'est pas reposé sur ses lauriers. Il a contacté en toute discrétion les présidents de la Banque nationale, du Bureau du plan et du Conseil supérieur des finances afin donc de tâter le terrain et de voir s'il était possible d'obtenir un accord gouvernemental sur l'impôt des sociétés, l'introduction d'une taxe sur les plus-values, et l'activation de l'épargne, les dossiers sur lesquels il est actuellement le plus attendu. D'autres rendez-vous sont programmés pour ce mois-ci.

«*Le premier ministre collecte les données sur base desquelles il présentera un projet au cabinet restreint. Après la crise d'octobre dernier, il est important de mettre ses émotions de côté*», peut-on entendre dans l'entourage du premier ministre.

Mesurer l'impact

Charles Michel évalue l'impact potentiel des réformes sur la création d'emplois et l'économie, et notamment l'effet qu'aurait la suppression de la déductibilité des intérêts notionnels sur l'ancrage de la chimie dans le port d'Anvers. «*Nous ne voulons pas risquer de mettre cet ancrage en danger*».

Le Premier ministre est également en train de chercher le moyen de réduire l'impôt des sociétés de manière «*budgétairement neutre*», car le CD&V a martelé qu'il était hors de question qu'une telle réforme plombe le budget.

Dans le monde des affaires, on tire déjà la sonnette d'alarme. Si on ne diminue pas rapidement l'impôt des sociétés, de nombreuses entreprises pourraient quitter le pays. Mais Charles Michel ne souhaite pas agir dans la précipitation. «*Il veut d'abord connaître le dossier à fond. Il n'ouvrira pas de grands chantiers s'il ne croit pas à la possibilité d'un consensus*», nous explique une source proche du dossier. «*L'accord ne pourra se faire qu'avec les quatre partenaires de la coalition*». Même si le Premier ministre ne s'est fixé aucune date butoir, les partenaires de la coalition semblent partir du principe que le contrôle budgétaire de mars prochain sera le moment de vérité. Ne fût-ce que pour que ce soit clair que le gouvernement souhaite encore agir pour réduire le déficit budgétaire. Aucun accord n'a été conclu entre les présidents des partis flamands, mais les partenaires de la coalition semblent vouloir donner toutes les chances au Premier ministre.

La semaine dernière, suite à un avis critique du Conseil d'État sur la proposition de taxe sur les plus-values de Groen, qualifiée de «*copie conforme*» du projet du CD&V, le vice-Premier ministre CD&V, Kris Peeters, a également fait savoir qu'il travaillait à son «*propre projet de loi*» sur le même sujet. L'objectif n'est pas d'introduire unilatéralement ce projet de loi à la Chambre, explique-t-on chez Peeters. Le CD&V s'en tient aux accords: c'est le Premier ministre qui est à la barre.

LE RÉSUMÉ

Banque nationale, Bureau du plan et Conseil supérieur des finances sont actuellement mis à contribution par le Premier ministre.

Charles Michel souhaite donner un **coup d'accélérateur** aux réformes annoncées par l'exécutif, menacé d'enlèvement.

Michel veut baliser le terrain pour un compromis en matière d'impôt des sociétés, de taxation des plus-values et d'activation de l'épargne.